



## LE DÉSORDRE SOMALIEN

---

**Résumé :** Trois parties résument la réalité politico-stratégique, économique et démographique de la Somalie, pays connaissant une instabilité chronique depuis deux décennies. Les contraintes géographiques produisent un coût humanitaire et économique très élevé, renforçant la crise régionale actuelle fondée sur la faiblesse de la structure étatique laquelle nourrit le terrorisme islamique et la piraterie maritime. La recherche d'une résolution des conflits apparaît difficile, notamment au regard de l'implication de nombreuses puissances régionales et internationales.

**Mots clés :** Chine, États-Unis, Érythrée, État faible, Éthiopie, Insécurité, Instabilité, Islamisme, Kenya, Mer Rouge, Milices, Russie, Shabaabs, Somalie, Soudan, Terrorisme, Turquie.

**Abstract:** *Three parts summarise the politico-strategic, economic and demographic reality of Somalia, a country that has experienced chronic instability for two decades. The geographical constraints have resulted in a very high humanitarian and economic cost, reinforcing the current regional crisis based on the weakness of the state structure, which feeds Islamic terrorism and maritime piracy. The search for a resolution to the conflicts appears difficult, particularly in view of the involvement of many regional and international powers.*

**Keywords:** *China, Eritrea, Ethiopia, Kenya, Insecurity, Instability, Islamism, Militias, Red Sea, Russia, Shabaabs, Somalia, Sudan, Terrorism, Turkey, Weak State.*

---

### Contexte et environnement

La Somalie est le seul État africain, au sud du Sahara, qui se caractérise par une homogénéité ethnique, culturelle, religieuse et linguistique à la différence par exemple de son voisin Ethiopien qui, lui, se présente comme une sorte de kaléidoscope de peuples, de langues et de religions<sup>2</sup>. Cette situation inédite contribue à expliquer l'aspiration actuelle de la Somalie à une reconnaissance internationale que

---

1. Docteur d'État en Science Politique, Professeur à Horizons University (Paris)

2. Conti Rossi, *Storia d'Ethiopia*, Milan, 1970, p. 120.

le partage colonial a entravé en démembrant le territoire en quatre zones entre les Abyssins, les Britanniques<sup>3</sup>, les Français et les Italiens.

Les frontières actuelles ont été définies et délimitées de manière arbitraire par les puissances coloniales.

La Somalie a vécu la décolonisation avec une administration quadripartite au gré des accords entre ces quatre puissances.

La fin de la guerre froide a entraîné la fin des guerres intraétatiques et, en contrepartie, une multiplication des guerres civiles d'autant que l'URSS entretenait des relations étroites avec plusieurs États africains dont la Somalie alors que la fin de la vague de décolonisation, à la fin de la seconde guerre mondiale, avait en fait épargné la corne de l'Afrique où les puissances coloniales s'étaient efforcées de rendre définitif le partage initial.

La corne de l'Afrique demeure aujourd'hui un passage obligé pour 10 % des marchandises de la planète et un des points les plus « chauds » du monde où l'on compte aujourd'hui environ 5 % de réfugiés, soit 20 % de la totalité des réfugiés du monde<sup>4</sup>. Ces déplacements de populations résultent des conflits en Éthiopie, au Soudan, au Yémen, en Érythrée, au Kenya et en Somalie.

Les facilités portuaires ne concernent pas seulement les grandes puissances comme les États-Unis, la Chine ou la Russie qui veulent naviguer de la Mer Noire à l'Océan indien mais également les États Européens, les Monarchies du Golfe et Israël qui veulent éviter que la Mer Rouge ne devienne un « lac entouré de pays arabes ».

Tous ces impératifs stratégiques ont entraîné la présence active des puissances grandes et moyennes qui considèrent que cette situation géopolitique revêt un caractère vital pour elles.

Une telle réalité résultant d'abord des contraintes géographiques se trouve lourdement aggravée en premier lieu pour la Somalie par une situation quasi apocalyptique que la crise internationale actuelle accentue.

---

3. La Grande-Bretagne a proclamé l'indépendance de son protectorat devenue « *Somaliland* » en 1960.

4. 80 % des deux millions d'habitants de Mogadiscio sont des réfugiés éparpillés dans 150 camps (Cf. Christelle Dumora, « Les implications géostratégiques des flux des réfugiés somaliens », *Enjeux diplomatiques et stratégiques*, Paris, Economica, 2012.

En second lieu, la Somalie se trouve aux prises avec des difficultés de toutes sortes qui ne peuvent être constitutives d'une crise puisqu'il est difficile *a priori* d'imaginer la rémission de celle-ci, ce qui est le propre d'une crise endémique.

Toutefois, une réconciliation nationale n'apparaît pas impossible, encore faudrait-il parvenir à en réunir les conditions.

## Une situation toujours apocalyptique

Alors que la communauté internationale s'efforce à chercher des solutions susceptibles de pacifier et de stabiliser le pays, la Somalie reste toujours aux prises avec les conséquences d'une catastrophe humanitaire exceptionnelle : environ 6 millions d'habitants nécessitent encore une aide humanitaire et environ 3 millions de personnes doivent faire face à une insuffisance alimentaire et médicale, 78 % de la population vivant avec moins de 2 dollars par jour. L'anarchie, conséquence de l'islamisme radical et de l'état de l'économie, se manifeste sur tout le territoire et les habitants quittent la capitale pour aller augmenter la population des autres villes.

En 2022, presque toutes les régions ont été atteintes par la sécheresse et la situation dans le sud est alarmante. Nombreux sont les enfants qui n'ont pour toute nourriture quotidienne qu'un seul bol de riz et les décès sont fréquents en raison de cette sécheresse extrême alors que la saison des pluies 2023 s'annonce très insuffisante. Le dérèglement climatique affecte en fait de plein fouet le pays qui ne parvient pas à s'y adapter. Depuis la guerre en Ukraine, le prix du fuel est très élevé compte-tenu qu'il est impératif de transporter les céréales par avion pour éviter les attaques fréquentes.

Quant aux produits de première nécessité restent encore plus inaccessibles pour les très nombreux « déplacés climatiques ». Malgré l'aide américaine de 1,3 milliards de dollars en 2022, la crise affecte environ 8,3 millions de personnes contre 5,6 millions l'an passé, selon l'ONG Action Contre la Faim. Les pertes de bétail sont corrélativement massives.

Ce tableau catastrophique ne serait pas complet si l'on n'y ajoutait pas l'invasion des criquets, la crise du covid-19, l'absence de pluies pendant de longues périodes, la chute de l'aide internationale consécutive à la guerre d'Ukraine et l'envol du prix des céréales, le tout dans une ambiance de violences due au terrorisme.

Compte-tenu de cette situation intérieure totalement anarchique, la Somalie connaît une économie informelle dont le fonctionnement est pour l'instant

incompatible avec l'économie de marché. De plus, pour beaucoup d'acteurs économiques, la violence est devenue un moyen pour atteindre des objectifs économiques et commerciaux. Il est bien sûr exclu, dans ces conditions, d'envisager un minimum de croissance d'autant que les données économiques sont difficilement d'accès en l'absence de toute structure étatique centrale depuis la chute du président Siyaad Barre en 1991.

La permanence du terrorisme et de la piraterie maritime n'est que la conséquence de l'inconsistance pour ne pas parler d'absence de l'État.

## La faiblesse de la structure étatique

Un tel contexte anarchique a ouvert grande la porte pour le développement de mouvements religieux extrémistes pour la plupart d'obédience des Frères Musulmans qui ne fait qu'aggraver cette situation déjà apocalyptique.

La Somalie a dû subir un sévère manque chronique d'administration centrale à laquelle très peu d'États ont eu à faire face dans leur histoire. En fait la guerre qui sévit est triple : militaire, financière et religieuse. Cette situation s'explique également par le fait que chaque région se désolidarise du gouvernement central et qu'il convient mieux de parler de confédération étatique entre plusieurs clans que de réelle fédération.

L'État ne contrôle que la capitale et les grandes villes et il existe sur tout le territoire un très important réservoir de terrorisme. Dans ces conditions l'État doit faire face à des groupes rebelles qui profitent de l'anarchie générale pour se constituer en milices claniques fonctionnant grâce à la violence, surtout dans les zones grises.

Les Shabaabs ont de fait le monopole des attaques terroristes<sup>5</sup>. Il s'agit de groupes clandestins où se retrouvent des djihadistes agissant en Somalie, au Somaliland et au Kenya où vivent des minorités appartenant à l'ethnie somalienne. Certains sont guidés par le nationalisme et le retour à la grandeur somalienne, ceci en libérant le pays et en refusant le clivage clanique. Quelques jeunes hommes de la *diaspora* somalienne, notamment originaire du Minnesota ont été recensés mais aucun élément n'est intervenu à ce jour pour démontrer que les Shabaabs pouvaient bénéficier d'une aide d'État ou de mouvements religieux étrangers<sup>6</sup>. En fait, il semble

5. Ils ne sont pas les seuls groupes terroristes mais ils représentent environ 80 % des attaques et seraient les seuls à être parvenus à infiltrer les institutions gouvernementales et la police.

6. Cf. Pierre Conesa, *On ne discute pas avec Dieu !*, Paris, Robert Laffont, 2020 ; et conversation avec l'auteur le 7 décembre 2022.

s'agir d'extrémistes politico-religieux n'acceptant aucun cessez-le-feu, discussions ou négociations. Une vidéo de 2009 attribuée à Oussama Ben Laden diffusait des encouragements aux Shabaabs, mais il est impossible d'évaluer la consistance des liens existants entre ces deux organisations d'essence politico-religieuse.

À ce terrorisme permanent et concernant tout le territoire, il faut y ajouter la piraterie maritime qui profite d'un environnement anarchique auquel participe les comportements délictueux de pêcheurs étrangers et les manques de scrupules de ceux qui viennent décharger des déchets industriels. À l'origine il s'agissait de chalutiers européens et asiatiques qui par leurs comportements délictueux ont provoqué des actes de piraterie maritime.

L'accès aux ressources naturelles entre les différentes communautés dont certaines résultent du système clano-politique issu du nomadisme entraînent des conflits récurrents et comportent des risques certains pour la sécurité internationale<sup>7</sup>.

## Les tensions internationales n'arrangent rien

Bien que le siège de l'Organisation de l'Unité Africaine soit à Addis-Abeba, la coopération internationale pour lutter contre l'insécurité somalienne est loin d'être active. Il est vrai qu'il n'existe pas l'équivalent d'Europol pour l'Afrique qui puisse aider à la coopération de la lutte anti-terroriste et justifier l'intervention de la communauté internationale. En réalité, les États voisins de la Somalie se limitent à contenir le terrorisme à leurs frontières afin d'éviter une extension de la violence à l'extérieure de la Somalie, à moins que l'Éthiopie ne considère qu'une Somalie stable puisse se révéler une menace pour sa propre sécurité. En effet, un État somalien fort pourrait bien poursuivre des objectifs irrédentistes dans l'Ogaden<sup>8</sup>. Cette situation n'est pas nouvelle. Au XIX<sup>e</sup> siècle, la Corne de l'Afrique et singulièrement les côtes somaliennes furent l'objet d'âpres rivalités afin de contrôler les voies maritimes et pour exploiter les richesses naturelles locales. Tout comme les Américains, les Russes ou les Européens, les Égyptiens et les Arabes du Golfe ont toujours attaché la plus grande importance à la navigation sur la Mer Rouge, au demeurant la faiblesse des structures étatiques somaliennes a permis à tous ces prétendants d'obtenir ce qu'ils souhaitaient. De plus, les rivalités est-ouest ayant entraîné l'effondrement

7. Abdourahman Ali Omar, *Les États faillis, une menace pour la sécurité internationale. Le cas de la Somalie*, thèse de doctorat en science politique, Louvain, Université Catholique de Louvain, 2020.

8. Province où l'ethnie somalienne est prédominante. Elle est devenue éthiopienne en 1961 et son rattachement est notamment contesté par la « Western Somali Liberation Front »

de la Somalie, cet État se trouve aujourd'hui encore au centre de rivalités dont elle subit plus que jamais les conséquences.

*De facto*, la guerre en Ukraine menace des millions de vies en Somalie dès lors que non seulement le blé en provenance d'Ukraine et de Russie ne parvient plus, mais que la diplomatie somalienne est devenue difficile à définir et à comprendre dans la mesure où russes, américains, chinois et canadiens<sup>9</sup> acceptent d'entretenir de bonnes relations<sup>10</sup> et d'apporter leur aide économique.

Quant aux puissances régionales, elles sont également présentes. C'est ainsi que la Turquie a rétabli ses lignes aériennes avec la Somalie qui n'a plus de compagnie aérienne et a contribué largement à la relance de l'activité de l'aéroport et du port de Mogadiscio en plus d'une aide pour la création d'une académie militaire.

Cependant, en dépit d'aides internationales concurrentielles qui prétendent toutes aider la Somalie à sortir de l'ornière, la situation générale ne s'améliore guère et les Shabaabs trouvent là un bon prétexte pour combattre un gouvernement qui n'est pas assez souverain et nationaliste à leurs yeux. Ces terroristes en profitent pour piller les richesses du pays. Une situation que l'on ne pouvait pas déplorer lors de la présence soviétique en Somalie de 1969 à 1977.

Il est évident qu'avec tous les acteurs qui interviennent aujourd'hui pour tenter d'organiser et d'assurer un avenir pacifique à la Somalie, il est difficile d'espérer dans l'immédiat la mise en place d'un *consensus* suffisant de nature à établir le plan de paix que souhaitent ardemment les autorités somaliennes.

À quelles conditions une réconciliation nationale serait-elle possible ?

Le fait qu'entre 1991 et 2000, la Somalie soit restée sans gouvernement central n'a pas empêché les milices de supplanter l'État. Par ailleurs, l'exemple du Somaliland a démontré que la reconstruction de la paix était possible en intégrant des méthodes traditionnelles de résolution des conflits.

À ce titre, si la prise en compte des clans dans la négociation des conflits a été possible au Somaliland pourquoi ne serait-elle pas possible également en Somalie ?

---

9. Les Chinois sont d'autant plus motivés à entretenir de bonnes relations avec la Somalie que le Somaliland et Taïwan ont mis en place en 2019 des représentations diplomatiques croisées mais l'ambassadeur de Chine à Mogadiscio s'est vu refuser l'entrée au Somaliland en 2022.

10. La Chine possède une installation en Somalie et a signé un accord de pêche en 2019.

Deux questions se posent aujourd'hui dont les réponses détermineront l'avenir de la Somalie :

- Quel serait le résultat d'un référendum au Somaliland concernant le rattachement à la République de Somalie ?
- Le gouvernement de Mogadiscio est-il en mesure de définir clairement sa diplomatie ?

Les Américains, les Chinois et les Russes entretiennent des présences actives en Somalie mais une telle situation est de nature à provoquer une concurrence intense entre puissances extérieures, une menace contre la sécurité intérieure et risque d'entraîner une instabilité accrue.

Quand les forces américaines intensifient les bombardements contre les Shaababs au moyen de drones faisant régulièrement de nombreuses victimes parmi les civils, un tel fait n'est pas de nature à faciliter les relations entre la Somalie et les autres États qui prétendent concurremment aider l'État somalien.

La Russie continue à renforcer ses relations avec certains États africains dont la Somalie. Ainsi, en août 2022, le représentant spécial du Président russe, Mikhael Bogdanov, et l'ambassadeur de Somalie à Moscou, Hassan Abdi Daoud, ont évoqué « le renforcement des liens bilatéraux entre les deux pays » pour établir une paix civile et durable en Somalie. Cette initiative faisait suite à un retour de l'armée américaine en Somalie. Le Président Biden a en effet décidé en mai 2022 d'envoyer 500 soldats des forces spéciales qui resteraient stationnés dans le pays mettant ainsi fin au système de rotation décidé par Donald Trump afin de : « combattre les djihadistes shabaabs affiliés à Al-Qaida ». Ces forces sont destinées à : « former, conseiller et équiper l'Armée Somalienne afin de lui donner les moyens de désorganiser, d'affaiblir et de surveiller les shabaabs sans qu'elles (les forces américaines) puissent être engagées dans des combats ».

Même si un haut responsable américain n'a pas exclu que les forces américaines « mènent directement des opérations contre les Shabaabs ».

Durant la même période, le 22 septembre 2022, le ministre des Affaires étrangères chinois, Wang Hi, a rencontré son homologue somalien, Absher Omar Huruse, en marge de la réunion de l'assemblée générale des Nations Unies à New York.

Le responsable chinois s'est félicité que la Somalie soit le premier pays d'Afrique de l'Est à avoir établi des relations diplomatiques avec Pékin<sup>11</sup> et a déclaré que la

---

11. Le 14 décembre 1960.

Chine resterait un ami de la Somalie qui fournira : « un soutien et une assistance dans la limite de ses moyens afin de réaliser un développement et une prospérité partagée. » À cet effet, la Chine souhaite la convocation à bref délai d'une conférence sur la paix dans la Corne de l'Afrique. La Somalie, de son côté adhère au principe d'une seule Chine et s'oppose à toute ingérence étrangère dans les affaires intérieures de la Chine. Mogadiscio s'oppose par conséquent à la reconnaissance *de facto* de Taiwan par le Somaliland qui « viole la souveraineté de la Somalie ».

Le gouvernement chinois a pris en charge plusieurs projets en Somalie dont les constructions du stade national, de l'hôpital Banada et de l'autoroute nord-sud. Un protocole d'entente a été signé le 6 décembre 2022 afin d'aider la Somalie à moderniser ses moyens médiatiques<sup>12</sup>.

Quant à la Turquie, elle est la dernière puissance étrangère à offrir son aide en installant une base de formation militaire et a aidé à l'équipement et à la modernisation de l'aéroport de la capitale en plus d'une aide financière substantielle pour renflouer l'économie.

En dehors des Émirats Arabes Unis, aucun État ne s'est installé au Somaliland qui les aurait pourtant bien volontiers accueillis contre une reconnaissance diplomatique mais une telle démarche était difficilement acceptable au regard de leurs propres principes.

À la différence de l'époque de la présence soviétique en Somalie (1969-1977), la multiplication des puissances étrangères rend difficile la réalisation d'opérations militaires destinées à pacifier le pays et à achever le processus électoral de manière à organiser des élections crédibles.

Il est difficile d'imaginer un *consensus* entre les parties en présence pour mettre fin à l'insécurité et au pillage des ressources nationales sauf si le gouvernement central opte pour une alliance privilégiée, car il est difficile en l'occurrence, que les puissances étrangères concernées trouvent un accord durable ménageant leurs intérêts respectifs.

Il s'agit sans doute que la Mer Rouge ne devienne pas un « lac de paix » contrôlé par les Arabes, mais il ne faut pas non plus que ce passage stratégique ne bénéficie qu'à certains.

---

12. Not. l'équipement de *Radio Mogadiscio*, le Théâtre national et l'Agence nationale de presse (SONNA).



Dans ces conditions, la situation actuelle caractérisée par un désordre particulièrement sévère paraît de nature à se prolonger à la satisfaction de ceux qui en bénéficient et le souhaitent, empêchant du même coup que par leur présence les problèmes locaux ne se règlent sur place.

En définitive, la question est de définir la solution pour mettre un terme au désordre somalien. Quelle arme apparaît comme étant la meilleure pour lutter contre le mouvement djihadiste ? la Démocratie ou le nationalisme ?

La Démocratie paraît être la mesure la plus sûre, encore faut-il qu'elle puisse fonctionner dans un pays marqué par la pauvreté. L'aide internationale est alors indispensable mais elle doit être admise et contrôlée par l'État pour atteindre ses objectifs.

Le nationalisme pourrait apporter une solution dès lors que les revendications territoriales de la Somalie seraient réglées avec les États voisins alors que Mogadiscio continue à rejeter la résolution du Caire de 1964 sur le *statu quo* des frontières que les somaliens (notamment le « mouvement Drapeau ») persistent à considérer comme injuste car légué par le colonialisme.

Dans ces conditions, l'Organisation des Nations-Unies pourrait, peut-être, offrir la voie à une solution originale tenant compte des impératifs locaux et internationaux qui caractérisent la situation somalienne relevant davantage d'une paralysie que d'une crise qui évoluerait nécessairement vers une rémission. ■

## Éléments bibliographiques

---

- Abshir Aden Ferro, *My life for Somalia*, Africa Press Paris, 2020
- Bonnot Maurice, *Des États de facto*, Paris, L'Harmattan, 2014.
- Keating Michael, *War and peace in Somalia*, Londres Hurst, 2018.
- Kulmic Ismaël Hussein, *La pénétration soviétique en Somalie*, Thèse en science politique, Louvain, Université catholique de Louvain, Déc. 2020.
- Marchal Roland, « Une lecture de la radicalisation djihadiste en Somalie », *Politiques Africaines*, 2018/1 n° 149 p. 89-111.
- Omar Ali, *Les États faillis, une menace pour la sécurité internationale*, Thèse de science politique, Louvain, Université catholique de Louvain, 2020.
- Share Abdullahi Safia, *L'instabilité des frontières et les États dans la corne de l'Afrique*, Thèse, Paris, Université Paris I, 1983.
- Shaul Slay, *Somalia between Jihad and Restoration*, Londres, Transaction, 2004

- Wiren Robert, *Somaliland, pays en quarantaine*, Paris, Karthala, 2014.
- Veron Jean-Bernard, « La Somalie : un cas désespéré ? », *Afrique contemporaine*, 2009/4 (n° 232), p. 97-113.